

GERALD SUBERVILLE

ENTRETIEN AVEC BEN SALAH

L'ordre règne à Tunis.

L'ordre de la rue, bien sûr et cette netteté des pays sous-développés et récemment libérés, une propreté presque agressive, aussi frappante dans la Medinah que dans les ruelles pittoresques de Dubrovnik.

Et encore l'ordre des bâtiments publics, des routes, soigneusement entretenues. Aucun de ces signes inquiétants de décomposition que d'autres signalent en Indonésie.

Et enfin, une police qui paraît suffisamment débonnaire, et des automitrailleuses vigilantes et promptes à la riposte, au long de la frontière.

Oui, mais quel est cet ordre ?

D'abord, c'est un ordre tunisien. Drapeaux et fanfares, meetings et défilés entretiennent soigneusement la flamme de la Libération.

Qui assure cet ordre ? Des cadres, soigneusement épurés des éléments compromis dans la collaboration, des militants syndicalistes, ceux-là qui étaient hier brimés et pourchassés.

Pourtant la faim chasse du sud de lentes caravanes chamelières. Des hordes bédouines aux grossières étoffes bariolées viennent planter sous les murs de la ville leurs tentes à ras de terre. Les filles proposent la bonne aventure — ou la meilleure — et les hommes cherchent à se louer pour 150 frs par jour.

Pourtant, des mains se tendent, comme à Naples ou Palerme. Cireurs, revendeurs de tickets d'autobus au détail, toute une jeunesse désœuvrée rend la faim présente à tous les carrefours.

Pourtant, aux restaurants de la Kasbah, on débite beaucoup de soupe de mouton, riche en os... Mais pour qui la viande et les bons morceaux ?

Au bistro de Souk el Arba, les colons se sont donnés rendez-vous. Il y a là les modestes, dans leurs vareuses étriquées, tout petits fonctionnaires en mal de sous-préfecture, et ceux des chemins de fer, de la poste. Craignent-ils pour leurs places, souvent aisés à remplacer par tant de crève-la-faim ?

Toujours est-il que c'est aux côtés des gros seigneurs de la colonisation qu'ils viennent mendier, avec le pastis, le réconfort et la protection. Et ils participent absurdement à l'angoisse de ces gros, de ces énormes, ces ventres trop pleins, qui éclatent dans leurs shorts, et qui boudinent leurs mollets dans des demi-bas blancs.

— « Vous les voyez — nous disait l'ami tunisien, vieux lutteur syndicaliste promu haut fonctionnaire —, ils comptent leurs millions... il leur en faut dix ou vingt par an, c'est leur minimum. Mais ils ont perdu leur morgue... ils sentent bien que ça ne pourra pas durer tout le temps. » Et il ajoute un peu plus bas : « Même si Bourguiba interdit la grève aux fellahs ! »

A l'Union des Syndicats (U.G.T.T.) la consigne est au silence. Le plus désarmant des silences. Impossible d'arracher fût-ce la statistique la plus anodine. C'est la fuite éperdue devant toute éventualité de responsabilité. Que reste-t-il du syndicalisme combatif et indépendant de Ferhat Hached ?

« Il faudrait que vous voyez le secrétaire aux relations extérieures, lui seul peut répondre. » Au diable cette administration et ses bureaucrates ! Un camarade nous avait d'ailleurs prévenus : « Le syndicat... il est aussi unique qu'officiel... N'allez pas y perdre votre temps. Allez donc voir Ben Salah ! »

Ben Salah est ce jeune dirigeant syndicaliste et socialiste dont le « Président » estima probablement qu'il valait mieux en faire un ministre que de le laisser à la tête des syndicats (ou de lui laisser sa tête, diront d'aucuns avec une féroce ironie très en honneur à Tunis).

Ni garde militaire, ni portraits intempestifs, ni huissier à chaîne. Le ministère est une maison très simple et l'homme a tenu à rester fidèle au symbole. « Monsieur le ministre... », commençons-nous. « Non, non, coupe-t-il, camarade ! »

Les forces syndicales, tel est évidemment le premier objet de l'entretien que nous accorde Ben Salah. Et d'abord dans l'agriculture, où se trouve la masse. Pas de subdivision administrative sans syndicat d'ouvriers agricoles... mais pas de fédération professionnelle spéciale au sein de l'U.G.T.T. Pourquoi ?... « Pour pas mal de raisons... Nous attendions pour lancer cette fédération le statut des ouvriers agricoles... » Le statut est en panne... comme l'action syndicale.

Pourtant l'U.G.T.T. compte 200.000 adhérents et de puissantes fédérations : le bâtiment, puis les mines (12 à 14.000), les transports... Il y a là un appareil, un outil qui vaudra ce que les masses sauront en faire...

Mais où en est, où va l'économie tunisienne ?

Elle est pour l'heure à l'image d'un chômage qui frappe 5 à 600.000 des trois millions d'habitants qui peuplent le territoire. Ce ne sont pas, précise Ben Salah, des chômeurs industriels au sens occidental du terme, mais bien plutôt des *disoccupati*, un produit naturel du sous développement. Tant que subsistera cette plaie, le pays restera de type semi-colonial.

Face à cette situation, Ben Salah trace les grandes lignes d'un programme immédiat de lutte contre la faim.

Dans le domaine agraire, la suppression des habous (bien religieux), et leur redistribution aux exploitants traditionnels, voilà ce qui constitue, selon Ben Salah, un objectif de justice et d'économie judicieuse.

Et certes, cela remettra dans de meilleures chances de productivité plusieurs dizaines de milliers d'hectares. L'objectif est peut-être suffisant — vu sous l'optique d'une bourgeoisie libérale. Qu'un socialiste au pouvoir doive aussi s'en contenter, cela situe les limites des possibilités socialistes immédiates.

« Quant aux tribus nomades, une tâche s'impose : les implanter par la mise en valeur de nouvelles terres. Au moins deux millions de nouveaux hectares pourront ainsi être exploités... » L'U.G.T.T. proposait la création d'une caisse de mise en valeur du Sud comparable à la Casa di Mezzogiorno italienne... Le gouvernement a accepté le projet... *mais sur le papier seulement.*

Tant il apparaît difficile de réaliser fût-ce une timide tentative de redressement, d'organisation économique, lorsqu'on refuse d'affronter la propriété capitaliste ou féodale... Dès qu'une mesure progressiste, une modeste réforme est avancée, aussitôt le capitalisme déclenche son tir d'arrêt.

La petite propriété, c'est la plus répandue en Tunisie, mais d'immenses domaines ne sont pas sans exercer un pouvoir abusif.

Ben Salah cite, au hasard, telle société française de la région de Sousse qui s'attribue 30 à 40.000 hectares ; l'Omnium Tunisien, avec ses dizaines de milliers d'hectares et d'olivaies ; à Zazi, un seul propriétaire foncier fait ses 80.000 pieds d'oliviers ; de gros agrariens français — et parfois tunisiens — exploitent des propriétés céréalières de 6 et de 12.000 hectares dans le Nord...

Notre interlocuteur s'interdit de parler expropriation... Pourtant, il constate : « *La Réforme agraire sera une nécessité sociale et économique...* » Et cette réforme ne peut se concevoir autrement que dans une perspective révolutionnaire que Ben Salah entrouvre prudemment : « *Faire des cellules de mise en valeur par des villages coopératifs...* » Tel est le moyen, le mot d'ordre mis en avant, tout d'abord, pour la mise en exploitation du Sud, là où les colons n'ont pas (encore) confisqué le sable...

Mais si de tels projets réussissent à voir le jour, ils ne feront qu'exaspérer la contradiction. Celle que nous relevions sous forme anecdotique à Souk el Arba est déjà insupportable. Qu'en serait-il de celle que développerait l'existence de coopératives à forme sociale avancée, mais de faible rendement économique, sur les déserts du Sud, alors que des colons étrangers et de gros bourgeois locaux se partageraient les profits des terres riches du Nord et du Littoral, en exploitant une main-d'œuvre indigène organisée en puissants syndicats, une main-d'œuvre de fellahs qui ne se laisseraient pas indéfiniment interdire le droit de grève, ni priver de la naturelle aspiration à conquérir la terre ?

Telle est bien la donnée de base fondamentale de l'inévitable poussée révolutionnaire tunisienne, au-delà de l'intenable équivoque actuelle.

Pour un socialiste la tâche urgente dans une telle conjoncture c'est l'organisation immédiate de secteurs de production plus avancés que ceux qui mettent en mouvement les fellahs, afin d'éviter que la bourgeoisie éclairée, ne puisse quelque jour surmonter cette contradiction agraire en développant quelque programme populiste ou agrarien sans principe — jeu auquel excelle notamment la bourgeoisie démo-chrétienne italienne. Celle-ci réussit à confisquer à son profit l'élan révolutionnaire des masses du Sud (Pouilles, Calabre, Sicile), en partageant les terres incultes et en les morcelant, alors que les braccianti tentaient avec succès l'exploitation collective et révolutionnaire (1947-48).

Or il est un domaine, assez proche de la paysannerie, mais déjà semi-industriel, où des expériences coopératives peuvent être tentées avec succès : c'est la pêche. En France même, des coopératives de pêcheurs, d'esprit nettement progressiste, se sont développées sur le littoral de la Méditerranée (à Collioure par exemple).

A Mahdia, une coopérative de pêcheurs fut créée en 1955, et donne de bons résultats, de même qu'à Sfax. « Notre intention — précise Ben Salah — est de généraliser cette méthode à toute la côte. Nous lui accordons une attention tout à fait spéciale car une grande industrie de la pêche est possible, qui peut, dans un an, nourrir 200.000 tunisiens de façon permanente. »

Ainsi Ben Salah proposa-t-il au Comité du Plan d'affecter un milliard à cette branche pour l'exercice 1955-1956. Il lui fut attribué... 50 millions, une dérision. Les capitalistes veillaient...

D'ailleurs sur le plan général, le problème du développement coopératif avait été posé dès 1955 par les syndicats. « On devait créer une banque d'investissement pour les activités coopératives. Le projet a avorté sous la pression des intérêts économiques capitalistes. »

C'est donc bien dans un climat de lutte de classe que les jeunes forces socialistes imposent dès aujourd'hui la création de coopératives.

Ben Salah signale encore des coopératives de briqueteries, essentiellement ouvrières, en plein essor dans la région de Tunis, en concurrence et à la barbe du puissant trust capitaliste des Pères Blancs, maîtres du ciment et de l'industrie du bâtiment. Enfin, une coopérative du logement, qui, en quelques mois put affecter un toit à 600 familles ouvrières.

Quant aux industries d'extraction, elles sont aux mains de puissantes compagnies capitalistes concessionnaires (capitales franco-belges), à l'exception de la Soremite, société mixte à majorité d'Etat. Les perspectives en ce domaine ? Ici encore Ben Salah est prudent : « Ce n'est pas demain encore que la collectivité tunisienne pourra disposer des ressources nécessaires pour investir dans les industries lourdes, en commençant par racheter ce qui existe. Ni que le rapport des forces... »

Mais alors, l'industrialisation ?

Les voies de l'indépendance nationale tunisienne, Ben Salah ne les fait pas passer par l'industrialisation systématique : « Les préoccupations humaines doivent primer... Pas de prolétarisation forcée... L'expérience des pays hautement industriels ne nous incite guère à sacrifier en ce sens.

Puisque d'autres ont accumulé leurs capitaux dans les fameuses industries de base, qu'on passe des accords avec eux, c'est plus normal que d'inventer des aciéries sans fer ni charbon... *L'industrialisation ne doit être qu'un simple complément nécessaire, elle ne doit pas partir d'un certain snobisme.* »

Et de fait, lorsqu'on évoque « l'indépendance nationale », conquise en Hongrie par la réalisation d'une puissante industrie lourde... on ne peut s'empêcher de trouver quelques justifications au scepticisme de notre interlocuteur qui précise : « Nous irons plutôt vers la création d'industries de transformation, des industries légères, et surtout alimentaires... Nous devons être un relais entre les zones méditerranéennes et africaines, créer des zones franches sur le littoral, pour que les produits s'arrêtent comme demi-finis et soient ensuite réexpédiés... »

Et Ben Salah conclut :

*« L'idée principale c'est d'inclure tout cela dans un plan clair. Il faut planifier les besoins, les possibilités, se fixer un programme d'action pour les années à venir, ne pas se contenter d'improvisations... »*

Un plan donc. Mais pas un plan d'industrialisation forcée, autarcique.

Une perspective, mais à partir de la réalité concrète d'un pays essentiellement rural et sous-développé.

Une perspective de progrès, mais qui ne peut se concevoir en vase clos, à la seule échelle tunisienne, ni même à celle du Maghreb. Une émancipation des fellahs qu'il convient d'appuyer, d'épauler, sur un secteur prolétarien ou semi-prolétarien, mais qui ne doit pas être remise aux lendemains douteux du sacrifice d'une ou de plusieurs générations dont le travail devrait être investi, à main forcée, dans l'édification d'une « base socialiste » industrielle puissante.

Ben Salah et les socialistes tunisiens, avertis par l'expérience, savent le danger de tels plans d'industrialisation systématique. Ils savent qu'ils ne peuvent servir qu'à asseoir solidement une bourgeoisie nationale déjà influente ou, mieux, une bureaucratie militaire et tyrannique. La marche au socialisme ne peut se concevoir aujourd'hui qu'à travers des rapports internationaux avec un marché mondial où existent les infrastructures économiques suffisantes, non seulement à leurs propres besoins, mais à ceux des pays les moins développés. Pour le révolutionnaire tunisien éclairé, la marche au socialisme s'inscrit moins que jamais à l'échelle purement nationale ! Elle est et doit être un phénomène national, certes, mais s'inscrivant dans un contexte, dans une perspective résolument internationale et internationaliste.

Pour Ben Salah la lutte continue. Feutrée peut-être, à cause de la guerre qui fait rage aux frontières. En termes neufs, dans un pays neuf... et où le mot même de socialisme est hors la loi !

Hors la loi, le mot ?

Mais d'énormes forces s'accumulent, les contradictions s'exaspèrent, il leur faudra bien exploser.

Décidément, par tout le pays, et jusqu'au sein même du gouvernement, la lutte de classes n'est pas un mot vide de sens...

Et tout le mendésisme du Président Bourguiba n'y pourra rien...